

Sommaire

Introduction :

Partie I : généralités sur le syndicalisme :

Chapitre I : Identification

Chapitre II : Apparition et évolution du syndicalisme au Maroc

Chapitre III : Le mouvement syndical

Partie II: les syndicats existants au Maroc :

- ❖ UMT
- ❖ UGTM
- ❖ CDT

conclusion

Introduction:

Au Maroc, le mouvement syndical et le multipartisme datent de l'indépendance, les concepts de la société civile et de mouvements sociaux sont relativement nouveaux dans le débat public. Apparus avec l'ouverture et l'élargissement du champ des libertés publiques, concrétisé par la libération des détenus politiques,, une multitude de mouvements sociaux contestataires se sont renforcés et imposés sur la scène publique.

Le syndicalisme *marocain* est d'apparition récente ; la première loi sur les syndicats professionnels date seulement de 1936. La *marocanisation* du *mouvement syndical* et, plus exactement, la reconnaissance du droit *syndical* pour les travailleurs nationaux ne sont intervenues que bien après cette date.

Ces dernières années, avec l'avènement du nouveau Code du travail, le droit *syndical* est de plus en plus reconnu et les syndicats ont plus de pression concernant la défense des droits des salariés.

Partiel : Généralités sur le syndicalisme :

Chapitre I: identification :

I-Définition:

Un **syndicat** est une association de personnes qui a pour but de défendre les intérêts professionnels et économiques de ses membres (employés, ouvriers, cadres, patrons, professions libérales). Le syndicat cherche à faire aboutir des revendications en matière de **salaires, de conditions de travail, de prestations sociales...** Dans les pays capitalistes, les syndicats peuvent être classés en plusieurs grandes tendances : syndicat de collaboration, réformiste ou révolutionnaire avec, en particulier, l'anarcho-syndicalisme (Cf. anarchisme).

II-rôle des syndicats :

Le syndicat peut être défini comme un groupement dans lequel plusieurs personnes exerçant une activité professionnelle conviennent de mettre en commun d'une manière durable et au moyen d'une organisation interne leur

activité et une partie de leurs ressources en vue d'assurer la représentation et la défense de leur profession et d'améliorer leur condition d'existence.

Chapitre II : Apparition et évolution du syndicalisme au Maroc :

I-apparition du syndicalisme au Maroc :

Le syndicalisme *marocain* est d'apparition récente ; la première loi sur les syndicats professionnels date seulement de 1936. La *marocanisation* du *mouvement syndical* et, plus exactement, la reconnaissance du droit *syndical* pour les travailleurs nationaux ne sont intervenues que bien après cette date. Ces dernières années, avec l'avènement du nouveau Code du travail, le droit *syndical* est de plus en plus reconnu et les syndicats ont plus de pression concernant la défense des droits des salariés.

Au début du protectorat, on rencontrait seulement dans les villes des artisans qui étaient groupés en corporations dirigées par l'« amine » et le « mohtassib ».

Cette corporation préfigurait une sorte de « syndicats de métiers ». C'est donc avec l'afflux de travailleurs européens (français surtout) et la constitution d'une classe ouvrière *marocaine* qu'apparurent les premiers « syndicats de fait » telle la centrale française Confédération Générale du Travail (CGT, France, 1929) qui n'avait aucun rapport avec les syndicats dans leur conception actuelle.

II-évolution :

Ayant opté pour le pluralisme politique, le Maroc s'est engagé très tôt sur la voie de la pluralité syndicale. L'article 3 de la Constitution stipule que « les organisations syndicales (...) concourent à l'organisation et à la représentation des citoyens ». Ainsi, le syndicalisme a fait son entrée au Maroc pendant la période coloniale à l'initiative du parti communiste marocain. Toutefois, il faut attendre l'avènement de l'indépendance pour voir émerger l'Union Marocaine des Travailleurs (UMT), fondée en 1955 et précurseur de l'action syndicale dans le pays.

D'autres centrales verront le jour suite à des scissions au sein de l'UMT : L'Union Générale des Travailleurs au Maroc (UGTM), et ensuite la Confédération Démocratique des Travailleurs (CDT), qui ensemble animeront pendant longtemps la vie syndicale nationale, avant que d'autres syndicats ne fassent leur apparition sur la scène publique.

Chapitre III : le mouvement syndical :

I-Les Syndicats

***Union Marocaine du Travail (UMT)**

***Union Générale des Travailleurs au Maroc (UGTM) **

***Confédération Démocratique du Travail CDT)**

***Fédération Démocratique Du Travail**

- *Union des Syndicats Populaires (U.S.P.)**
- *Forces Ouvrières Marocaines (F.O.M.)**
- *Union Nationale des Etudiants Marocains (UNEM)**
- *Union Générale des Etudiants Marocains (U.G.E.M.)**
- *Syndicat National de l'enseignement Supérieur (SNESUP)**
- *Syndicat National Populaire (S.N.P.)**
- *Union Nationale du Travail du Maroc (U.N.T.M.)**
- *Syndicat de l'Union des Ouvriers Marocains (S.U.O.M.)**
- *Union des Syndicats des Travailleurs Libres (U.S.T.L.)**
- *Syndicat National de la Presse Marocaine (S.N.P.M.)**

II-domaines d'intervention :

1- Syndicats des ouvriers :

L'Union Marocaine du Travail (U.M.T.), l'Union Générale des Travailleurs au Maroc (U.G.T.M.), la Confédération Démocratique du Travail (C.D.T.), l'Union Nationale des Travailleurs Marocains (U.N.T.M.), l'Union des Syndicats Populaires (U.S.P.), Forces Ouvrières Marocaines (F.O.M.), l'Union des Syndicats des Travailleurs Libres (U.S.T.L.), le Syndicat National Populaire (S.N.P.), l'Union des Travailleurs Marocains (U.T.M.) et l'Union des Syndicats Démocratiques (U.S.D.).

2-Syndicats des Enseignants :

le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (S.N.E.S.).

3-Syndicats des étudiants :

l'Union Nationale des Etudiants Marocains (U.N.E.M.) et l'Union Générale des Etudiants Marocains (U.G.E.M.).

Partie II : les **principaux** **syndicats** **Marocain :**

Trois fédérations se distinguent de l'ensemble des 17 syndicats existants : l'Union Marocaine du Travail (UMT), la Confédération Démocratique du Travail (CDT), et l'Union Générale des Travailleurs Marocains (UGTM). Leur pouvoir de négociation est globalement en baisse à cause de l'éclatement et d'une gestion jugée opaque, mais ils restent ancrés dans la société.

Chapitre I : L'Union Marocaine du Travail (UMT) :

L'UMT se veut la base du syndicalisme marocain indépendant, elle a toujours été liée à la politique notamment par son attachement avec l'Istiqlal. C'est en effet grâce à ce parti que M. Mahjoub Ben Seddik est devenu secrétaire général, son charisme et ses talents politiques ont été préférés à ceux de M. Tayeb Bouazza. Néanmoins, L'UMT a essayé par la suite de prendre ses distances avec l'aile gauche de ce parti et a géré la centrale d'une manière plus centriste. De nombreuses divergences de personnalité et d'idées ont conduit à des schismes dans la structure donnant naissance à de nouveaux syndicats.

1-historique :

Créée dans la clandestinité l'UMT, elle affirme avoir procédé à la formation de son congrès constitutif par le biais d'un communiqué de presse le 20 mars 1955.

L'UMT se veut clairement indépendante et au service des ouvriers/travailleurs sous-entendue contrairement aux syndicats français. Le Maroc étant encore une colonie française, le gouvernement fit vite paraître son point de vue sur l'apparition de cette centrale syndicaliste. Il déclare le 21 mars 1955 « La création d'un tel organisme n'est pas compatible avec la législation actuellement en vigueur au Maroc. Le droit syndical des Marocains ne peut être institué, comme dans tous les pays du monde que par la loi, c'est à dire au Maroc par un dahir ».

L'UMT ne sera reconnu comme syndicat qu'après son expansion fulgurante dans tout le Maroc, elle dénombre 560 000 adhérents un an après

sa création. Mais surtout, sa réussite lui vient de Mohamed V qui lui confère le statut « d'héritière » du mouvement national (la résistance à la colonisation).

L'UMT a fêté ses 50 ans le 1^{er} mai 2005 à sa tête comme lors de sa constitution on retrouve le secrétaire général M. Mahjoub Ben Saddik. Lors de cette fête ont été soulevés les problèmes actuels comme la mise en place du nouveau Code du travail, la pension de retraite du secteur qui se trouve être au-dessous du seuil de pauvreté, le respect du droit de grève et l'exonération d'impôt pour les revenus inférieurs à 3000 dirhams/mois (380 dollars canadiens).

2-Les principes de l'UMT

❖ **L'UMT se prévaut de trois grands principes :**

UNION , INDÉPENDANCE , DÉMOCRATIE

« **Union syndicale** : Pour la défense du droit de la classe ouvrière agit pour une union de l'organisation face aux menaces étrangères ayant pour but son affaiblissement et sa déstabilisation. »

« **Indépendance syndicale** : Pour la défense de la classe ouvrière de toute utilisation de la part de l'État, d'un parti politique ou du patronat. »

« **Démocratie syndicale** : La garantie d'une libre participation politique pour tous les membres du syndicat. »

3-missions et activités :

L'UMT décline ses actions comme suit :

- ❖ Garantir la libre participation syndicale.
- ❖ Augmenter les revenus de l'ordre de 30 %.
- ❖ Réviser le montant des allocations.
- ❖ Assurer un salaire minimum d'au moins 2.500 dirhams. (315 Dollars canadiens).
- ❖ Restructurer le système de retraite et créer un système de protection sociale et sanitaire.
- ❖ Annuler l'Impôt Général sur les Revenus (IGR) pour les salaires inférieurs à 3.000 dirhams. (380 dollars canadiens).
- ❖ Développer l'habitat social.
- ❖ Améliorer le droit de travail et les lois sur l'intégration de la fonction publique.
- ❖ Affronter les répercussions de la privatisation en ce qui concerne les droits des ouvriers.

4-Fonctionnement du syndicat :

L'UMT se dote de plusieurs organes :

- Un congrès national (qui est son entité majeure)
- Un conseil national
- Une commission exécutive
- Un bureau de l'Union.

- Une Commission de contrôle.
- Une Commission des conflits.
- Une Commission administrative

Le congrès se compose des membres du Conseil national et des délégués du syndicat.

Les membres de la Commission administrative, les secrétaires et les trésoriers des unions régionales, des fédérations et un délégué de chaque union locale participent au Conseil national.

La Commission administrative a pour but d'exécuter sous la surveillance du Conseil national, les décisions du Congrès, pour cela elle dispose de 27 membres élus par le Congrès lui-même.

Le bureau de l'union se constitue de 9 membres désignés par la Commission administrative. Ils ont pour fonction d'exécuter les décisions de cette dernière. Le bureau a à son service le secrétaire général, son adjoint, d'un trésorier, et de secrétaires nationaux.

Le bureau a le pouvoir de décider la création ou la cessation d'activité d'un syndicat, avec son secrétaire général c'est le centre névralgique de l'UMT.

Chapitre II : Union Générale des Travailleurs du Maroc(UGTM)

Elle compte quatre conseillers au parlement. L.UGTM occupe la troisième position en termes de représentativité syndicale derrière la CDT (la

confédération démocratique du travail) qui en compte 12 et L.UMT qui en compte 7.

La centrale dispose d'un service de documentation, d'une commission d'éducation ouvrière, d'une commission d'établissement de normes, d'une commission des femmes travailleuses, d'une commission mutuelle de santé, d'une commission d'activités socio-économiques. Les langues de communication sont : l'arabe et le français.

Création : 20 Mars 1960.

Date de reconnaissance : 20 Mars 1963.

Après déviation du mouvement syndical marocain à la base du pluralisme syndical.

Fondateur de l'OUSA - SG Vice Président 1972.

Fondateur de l'Union des Enseignants Arabes Liban 1963.

Adhésion à la CMT 1996.

Date d'affiliation à l'ODSTA : 1998.

Secrétaire Général : Mr AFILAL Abderrazak

Bureau exécutif : 27 membres (15 seulement disposent du pouvoir de décision)

Nombre de permanents: 08

Congrès National : Tous les 4 ans (dernier congrès tenu en 1999)

Conseil Général : Tous les semestres

Nombre d'adhérents : 695 000

Nombre de femmes : 208 500

Nombre de cotisants : 51150

63 Unions
33 Syndicats Nationaux
17 Fédérations

Présent dans les secteurs de :

- ❖ L.enseignement
- ❖ L.agriculture
- ❖ L.industrie
- ❖ Les mines
- ❖ Les services.

I-Historique:

On retrouve aussi une organisation spécialisée qui dépend de L.UGTM qui se nomme «La jeunesse ouvrière ». L.UGTM occupe le poste de vice-président de l'organisation africaine du travail dont elle fut parmi les premiers fondateurs. L.union générale des travailleurs du Maroc a été fondée en 1960. Elle a été créée par les membres du parti de l'Istiqlal (parti nationaliste). Elle est issue d'une scission au sein de l'Union marocaine du travail. On a retrouvé à sa tête Hachem Amine. En 1965 L.Istiqlal a pris le contrôle et désigné en 1965 Abderrazak Afilal à sa tête.

L.UGTM est formé d'un bureau exécutif actuellement formé de 25 membres. Elle compte quatre conseillers au parlement.

La seconde instance est le comité central et regroupe 150 membres. Il y a aussi l'assemblée générale qui est formée des secrétaires des unions régionales et locales, des secrétaires généraux des fédérations et des syndicats. On retrouve finalement le secrétariat permanent qui est chargé de la gestion au quotidien de la centrale.

L.UGMT fait parti de ceux (comme le CDT et L.UMT) qui sont convaincus que;« que la démocratie reste l'unique voie pour le développement.»L.UGMT prend aussi certaines positions politiques et affirme entre autres leur soutien à certains candidats lors des élections législatives. Par exemple, en 2002 ils ont soutenu les candidats qui défendaient la justice sociale et les intérêts de la classe ouvrière. L.UGMT défend aussi la transparence et l'honnêteté lors des élections. Syndicalisme international et projet à la CMT (confédération mondiale du travail)

On retrouve L.UGTM sur la scène internationale pour débattre de certains projets de loi. Par le biais de journée de travail, ils sont invités à se prononcer sur des questions soulevées par OIT (organisation internationale du travail) relativement, par exemple, au droit de grève. L.UGMT soutient que les droits des travailleurs restent largement bafoués et que la perte de certains droits pourrait être dramatique pour des groupes plus sensibles comme celui des femmes. L.UGTM n'est donc pas un syndicat silencieux.

II-Conflit interne :

Cette organisation donne une image un peu désorganisée à la personne qui s'y intéresse pour la première fois. Il semblerait que le secrétaire général tendait à modifier la composition des membres du bureau exécutif selon ses humeurs et ses intérêts. Il semblerait aussi (selon Mohamed Zaynabi un des membres du bureau exécutif) qu'il agissait en dictateur et en infraction aux statuts et règlement de l'instance.

Autre élément étonnant est que malgré le fait qu'ils devaient se réunir à tous les 4 ans, le congrès n'a fait que 8 réunions en 45 ans d'existence.

Afilal Abderrazak est en place depuis 1965 Actuellement il semble qu'un conflit interne paralyse cette organisation. Le secrétaire général Mr Afilal Abderrazak est accusé de comportement irresponsable au sein de l'Union. Il semblerait qu'il ait tenté de remplacer les membres actuels du bureau exécutif par des personnes sans connaissance militante et ces agissements de contrôle du budget ont privé L.UGMT de pouvoir accomplir sa mission puisque le secrétaire général s'est donné tous les droits de contrôle. Il est aussi accusé de mensonge sur sa personne et son parcours personnel. Le conseil de LUGMT utilise entre autres l'argument suivant pour démystifier de ses fonctions l'actuel secrétaire général; « *Prendre en compte l'inaptitude physique, mentale, psychologique et comportementale du secrétaire général actuel qui est devenu incapable de remplir ses devoirs;* ». Mohamed Larbi Kabbaj sera donc la personne qui s'occupera de la coordination nationale et le porte-parole officiel de L.UGTM.

Chapitre III-la confédération

démocratique du travail :

C'est une organisation de masses, indépendante, démocratique, unificatrice, progressiste et moderniste. elle s'est constituée le 16 juillet 1957 .

I. Objectifs :

La F.D.T défend principalement les intérêts professionnels, matériels et sociaux de tous les salariés à tous les niveaux, dans les secteurs public, semi-public et privé (industrie, services, agriculture...), et plus particulièrement dans les lieux de travail. Pour garantir cela, la F.D.T oriente ses activités vers les objectifs suivants :

- Travailler à faire jouir effectivement les travailleurs marocains du droit à un travail stable et permanent garantissant tous les droits reconnus par la loi marocaine et les conventions internationales.
- Défendre les libertés et les droits syndicaux, essentiellement le droit à l'organisation, aux négociations collectives et à la grève.
- Lutter dans le but d'assurer à tous le droit au travail et de permettre l'intégration professionnelle et sociale à toutes les catégories sociales qui sont marginalisées ou exclues en raison de leurs conditions particulières.
- Améliorer les conditions de vie et de travail de tous les salariés.
- Faire bénéficier les salariés et toute la population active de la protection sociale et médicale.
- Adopter la culture de dialogue et de négociation à l'intérieur de la F.D.T et envers l'Etat et les acteurs économiques et sociaux de façon à faire de la

F.D.T une force propositionnelle constructive et un partenaire effectif dans l'élaboration de la politique économique et sociale du pays.

- Participer auprès des autres forces vives de la nation à l'édification de l'Etat national sur la base des critères **démocratiques** et des droits de l'homme tels qu'ils sont reconnus mondialement, ce qui garantirait la justice sociale et l'égalité entre les citoyens, ainsi que la solidarité nationale.
- Etablir les bases d'une société moderne et développée, capable d'affronter les défis et les enjeux d'époque, et ce par la mobilisation des potentialités financières et humaines en vue de s'intégrer dans le progrès scientifique et technologique afin de réaliser un développement économique et social permanent.
- Relever le niveau intellectuel, culturel et social de la classe ouvrière par les moyens qui renforcent les valeurs de notre patrimoine culturel dans ses dimensions islamique, arabe et amazighe en interception et interaction avec la civilisation humaine.
- Lutter contre toutes les formes de ségrégation, défendre les droits de l'homme et appuyer la cause de la femme et de la famille et les revendications culturelles et juridiques de toutes les composantes de la société.
- Renforcer l'unité territoriale et œuvrer pour son accomplissement, **travailler** à l'unification du Maghreb et au renforcement des liens de solidarité et du **travail** en commun entre les peuples arabes et musulmans.

- Se faire solidaire des causes justes des peuples opprimés, raffermir les liens de solidarité avec la classe ouvrière dans les différents coins du monde et faire bloc contre les défis de la mondialisation.

II-Moyens

Pour atteindre les objectifs sus-indiqués, la F.D.T s'appuie sur les moyens suivants :

- La consultation sociale.
- La négociation
- Le recours à la grève et à toutes les formes légitimes de contestation nécessaires pour la gestion des conflits sociaux.
- La participation aux institutions représentatives, aux conseils et corps où sont représentés les salariés.
- L'encadrement et la sensibilisation de la classe ouvrière de façon générale et les membres de la F.D.T de façon particulière, et ce par l'organisation des activités, l'élaboration des programmes et des projets visant à conseiller, orienter, former et informer les salariés dans les domaines qui les intéressent.
- L'organisation des activités et l'établissement des services sociaux et professionnels orientés vers l'assistance mutuelle, la solidarité et la mise à niveau professionnelle, sociale et culturelle de tous les salariés, en général, et des membres de la F.D.T, en particulier.

- Toutes les activités et tous les moyens légitimes que la F.D.T juge utiles pour atteindre ses objectifs.

IV- Statuts et décisions

Les statuts et les textes organisationnels qui leur sont annexés organisent ce qui suit :

- Le fonctionnement général de l'organisation et des organismes qui lui sont affiliés.
- Les droits et devoirs des membres de la F.D.T.
- Les droits et devoirs des organisations affiliées à la F.D.T.

Ces statuts et les textes organisationnels qui leur sont annexés sont publiés pour permettre aux membres de la F.D.T d'en prendre connaissance et de les mettre en application.

V: Le siège

Le siège central est sis au 10, rue Mohammed Diouri, Casablanca. Il peut être transféré par décision du Conseil National De la F.D.T.

VI : Catégories professionnelles encadrées par la F.D.T

La F.D.T vise à encadrer et à représenter les catégories suivantes :

- Les salariés en activité.
- Les licenciés pour des raisons professionnelles ou économiques ou syndicales, qui sont à la recherche du **travail** ou qui perçoivent une indemnité de chômage.
- Les retraités.
- Ceux qui exercent une profession à titre privé et qui n'ont pas de salariés , à titre permanent ou temporaire, sous leur responsabilité.

La Fédération peut organiser des activités en collaboration avec d'autres organisations syndicales, associations, corps professionnels et institutions nationales pour atteindre les objectifs indiqués dans l'article 2 de ces statuts.

La Fédération peut, après accord du Conseil National Fédéral, adhérer à des groupements et unions syndicales au niveau régional, continental, arabe et mondial dans le but d'en tirer profit en faveur des principes et objectifs de la F.D.T.

Conclusion :

Les syndicats doivent être plus présents sur la scène afin que les problèmes les plus connus (comme le chômage, les mauvaises conditions de travail, le conflit social agressif, le soutien artificiel que certains font pour des raisons monétaires) soient au cœur de l'institution monarchique.

